

LETTRE DE CONSULTATION

Procédure de gré à gré sans publicité ni mise en concurrence préalables pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 40 000 euros HT, conformément aux dispositions des articles R. 2122-8 du Code de la commande publique

**« Réalisation d'une enquête et analyse du suivi d'insertion
pour alimenter la Branche Professionnelle des Commerces de Gros »**

AKTO
Opérateur de Compétences (OPCO)
pour le compte de la Branche Professionnelle des Commerces de Gros

Date limite de retour des devis :

24 novembre 2022 à 12H

Préambule

1. Présentation d'AKTO :

AKTO est l'opérateur de compétences des services à forte intensité de main-d'œuvre fondés sur la valeur ajoutée humaine et le relationnel. Il accompagne 27 branches professionnelles dans leur stratégie de développement des compétences :

- assurer l'emploi durable et la construction de parcours professionnels, la performance des entreprises en renforçant la montée en compétences et la qualification des salariés.
- déployer sur tout le territoire en métropole et dans les DROM les actions en faveur de l'attractivité des métiers et des emplois.
- développer les synergies entre les acteurs de la formation professionnelle.

AKTO en quelques chiffres, c'est :

- 180 000 entreprises adhérentes
- 3 millions de salariés,
- Plus de 750 000 salariés formés
- 80 000 alternants accompagnés.

Opérateur de compétences agréé par l'Etat, AKTO est missionné pour développer les compétences des individus et des entreprises, garantir l'emploi durable face aux mutations socio-économiques des entreprises, aux évolutions des métiers et aux besoins des territoires. AKTO est en appui des branches professionnelles. Il porte également sa réflexion de façon prospective : il analyse les mutations des métiers, l'évolution professionnelle des salariés, la transformation des entreprises pour créer des nouvelles certifications, et accompagner le développement des compétences et de l'apprentissage.

Les enjeux d'AKTO sont ainsi profondément liés à une meilleure connaissance des métiers pour agir sur les compétences et les qualifications de demain. Il agit ainsi en faveur de l'insertion professionnelle, du maintien dans l'emploi, et contribue à l'évolution professionnelle des individus.

2. Présentation de la Branche Professionnelle des Commerces de Gros

La branche des Commerces de Gros est composée de 26 743 entreprises employant plus de 362 704 salariés (*Source AKTO, PANORAMA STATISTIQUE : L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, 2021*).

Le Commerce de Gros consiste à sélectionner, acheter, entreposer, vendre et livrer des marchandises à des acheteurs et distributeurs professionnels ou à des collectivités, voire à d'autres grossistes ou intermédiaires et ce, quelles que soient les quantités vendues.

Le rôle de conseil est central dans la fonction de grossiste, celui-ci étant un « apporteur de solutions », proposant un service complet à ses clients professionnels.

Le commerce de gros réunit trois grandes familles d'activités :

- **Le commerce de gros de produits interindustriels** (56,5 %) : il s'agit de produits destinés à être transformés, intégrés à la production : matériel électrique, sanitaire et chauffage, quincaillerie, fournitures dentaires... ;
 - **Le commerce de gros de produits alimentaires** (16,3 %) : fruits et légumes, produits laitiers, produits surgelés, œufs... ;
 - **Le commerce de gros de produits non alimentaires** (27,2 %) : tissus, fleurs coupées, ...
- ❖ Près de 8 entreprises sur 10 (78%) sont de Très Petites Entreprises (TPE),
 - ❖ Au 31 décembre 2021, les employés représentent 63% des salariés présents.
 - ❖ 94% des salariés de la branche sont en CDI.
 - ❖ L'ancienneté moyenne des salariés dans l'entreprise est de 8 ans.
 - ❖ Les salariés sont âgés en moyenne de 42 ans.
 - ❖ En 2021, 44 % des entreprises de la branche recourent aux commerciaux vendeurs, et 17 % aux agents commerciaux.
 - ❖ La famille alimentaire se distingue : plus de la moitié de ces commerciaux vendeurs sont sédentaires, une part supérieure à celle observée dans les autres familles d'activité (42 % des commerciaux vendeurs de la profession sont sédentaires).

Article 1. Contexte et objet du présent marché

1. Contexte

La Branche Professionnelle des Commerces de Gros s'est engagée dans une démarche de certification professionnelle en 2012. Actuellement, 8 Certificats de Qualification Professionnelle (CQP) sont enregistrés au RNCP.

Dans le cadre de la rénovation de son offre de certification professionnelle, la Branche Professionnelle des Commerces de Gros envisage ainsi de :

- **Evaluer** l'opportunité de renouveler l'enregistrement au RNCP des 5 CQP suivants :
 - RNCP 32386 CQP Chef d'équipe logistique en commerces de gros
 - RNCP 32387 CQP Manager logistique en commerces de gros
 - RNCP 32389 CQP Vendeur sur site en commerces de gros
 - RNCP 32390 CQP Vendeur itinérant en commerces de gros
 - RNCP 32391 CQP Vendeur conseil à distance en commerces de gros
- **Conduire les travaux d'ingénierie de certification** nécessaires à l'enregistrement au RNCP, à partir des conclusions de l'étude d'opportunité réalisée et de la stratégie de la branche.

2. Objet du marché

Dans cette optique, la Branche Professionnelle des Commerces de Gros & AKTO **lancent un appel à propositions afin de sélectionner un prestataire qui :**

- réalisera la collecte des données concernant le type d'emploi occupé et l'insertion des certifiés au travers d'une enquête
- produira une analyse pertinente de ces données au regard des exigences de France compétences en matière d'impact de la certification sur le marché de l'emploi.

Les données recueillies doivent permettre à la branche des commerces de gros et aux techniciens AKTO, de mesurer l'impact de la certification sur le parcours professionnel du titulaire : insertion en emploi, insertion dans l'emploi cible visé, évolution du parcours professionnel, évolution de la rémunération le cas échéant.

Ces informations ainsi collectées devront respecter les attentes de France Compétences puisqu'elles seront transmises dans le cadre du renouvellement des certifications au RNCP.

Article 2. Finalités et objectifs de l'enquête de suivi d'insertion

Selon le Vademecum publié en juillet 2022 par France Compétences :

L'impact économique et social d'un projet de certification professionnelle se traduit dans les deux premiers critères d'enregistrement au RNCP fixé par le décret n°2018-1172 du 18 décembre 2018 :

- «1° L'adéquation des emplois occupés par rapport au métier visé par le projet de certification professionnelle s'appuyant sur l'analyse d'au moins deux promotions de titulaires du projet de certification professionnelle » ;
- «2° L'impact du projet de certification professionnelle en matière d'accès ou de retour à l'emploi, apprécié pour au moins deux promotions de titulaires et comparé à l'impact de certifications visant des métiers similaires ou proches ».

Il découle de ces deux critères que la promotion¹ n'est pas un critère ou une finalité mais un élément central permettant d'apprécier la réalisation de ces deux critères.

La qualité de la cohorte issue de ces deux promotions et notamment leur analyse détaillée a pour objectif de démontrer que le projet de certification permet effectivement une véritable insertion professionnelle dans le métier visé par la certification. Sans ces éléments, la demande est jugée irrecevable par France Compétences.

Les Organismes Certificateurs de Branche et/ou AKTO doivent disposer de données suffisantes pour satisfaire aux exigences de France Compétences, et pour ce faire mènent régulièrement des enquêtes permettant de mesurer l'impact des certifications sur l'insertion professionnelle de leur détenteur.

Plus précisément, les éléments fournis au dossier de renouvellement des certifications de la branche, doivent permettre de répondre aux questions suivantes :

- Les compétences visées par le projet de certification répondent-elles à des besoins identifiés sur le marché de l'emploi ?
- Est-ce que les compétences identifiées par le projet de certification ont été utiles aux entités utilisatrices ? Sont-elles utilisées sur le marché ?
- Basé sur les promotions et des données contextualisées, le projet de certification a-t-il un impact positif sur le parcours professionnel des personnes, en termes d'évolution et

¹ « La promotion s'entend dans ce contexte comme : un ensemble de candidats ayant obtenu la même certification ou le même projet de certification durant une période de référence *a minima* annuelle pour l'ensemble des voies d'accès et permettant l'examen, par France compétences, de l'adéquation des emplois occupés, par rapport au métier visé, ainsi que l'impact du projet de certification professionnelle en matière d'accès ou de retour à l'emploi ».

Extrait du Vademecum France compétences disponible sur ce lien : <https://www.francecompetences.fr/base-documentaire/deliberation-de-la-commission-de-la-certification-professionnelle/>

d'insertion professionnelle, d'atteinte du métier cible, de type de contrat et de rémunération ?

Pour ce faire, pour chaque certification, le prestataire choisi par AKTO devra interroger les personnes certifiées issues d'au moins 2 promotions différentes, pour connaître leur évolution en termes d'intitulé du poste, de type d'entreprise, de catégorie socio-professionnelle, voire de salaire.

Les tableaux types contenant les noms et coordonnées des personnes à interroger seront à transmettre via un flux sécurisé selon un calendrier fixé avec les techniciens d'AKTO lors du lancement du projet.

Les informations collectées auprès des certifiés permettront de calculer deux taux d'insertion qui seront pris en compte dans l'instruction du projet de certification :

- Le taux d'insertion global dans l'emploi :

Nombre de répondants en emploi / nombre de répondants

- Le taux d'insertion dans le métier visé :

Nombre de répondants dans le métier visé / nombre de répondants

Pour ces deux taux, le suivi est demandé à 6 mois et est complété par une information à 2 ans ou plus après l'obtention de la certification.

L'organisme Certificateur dispose des adresses électroniques des certifiés.

Les volumes étant très variés en fonction des certifications (de 1 à 1000 personnes certifiées sur les 2 dernières années), les méthodes d'interrogation des certifiés varieront en fonction de ce paramètre et / ou du public. Le prestataire proposera la meilleure manière de collecter les informations auprès de ces personnes et de la meilleure méthode de constitution de ces suivis de promotion dans le respect du RGPD. Les différents canaux pour interroger et collecter les informations auprès des certifiés seront revus et appréciés lors de la réunion de cadrage (avant le démarrage de la mission).

Entre autres, l'atteinte de ces objectifs sera mesurée au regard des éléments suivant :

- Obtention de taux de retour *a minima* à hauteur de 70% en termes de volumétrie,
- Justification pertinente de la non-atteinte de ce taux de retour, le cas échéant
- Qualité et cohérence des résultats (contrôles réalisés par les techniciens AKTO).

Article 3. Travaux & livrables attendus

Dans un premier temps, il est attendu de la part du prestataire de :

- Proposer un format de questionnaire numérique (la forme uniquement) dont le contenu à respecter est détaillé en annexe 1,
- Proposer une méthodologie de collecte de données (modalités, outils, acteurs, planning, relances etc...),
- Présenter l'outil digital qui permettra de collecter les données dans le respect du RGPD, notamment de tracer le consentement de l'individu interrogé.

➤ **1^{er} Livrables attendus :**

- Un format de questionnaire numérique
- Une proposition de méthodologie employée pour la collecte des données
- Une présentation de l'outil digital utilisé

Une fois la méthodologie et les outils de recueil validés avec AKTO, le prestataire réalisera les collectes d'informations afin de les compiler dans le tableau de promotion de France Compétences (fichier Excel fourni en annexe 2)

- **2^{ème} Livrables attendus :** Tableaux de promotions pour chaque certification identifiée et compilant les deux années de promotion dans ce marché au format Excel déposé sur un serveur sécurisé mis à disposition par AKTO.

Ces informations seront transmises à AKTO pour chaque promotion (*a minima* 2 promotions) de chaque certification visée par ce marché, tous les 15 jours à partir du démarrage de la prestation, et déposées sur un serveur sécurisé mis à disposition par AKTO (procédure qui sera remise en comité de cadrage) : ces échanges de données devront se faire en respect du RGPD.

Une fois le recueil du suivi des promotions réalisé, le prestataire produira une analyse fine et contextualisée de ces données afin de mesurer l'impact du projet de certification en matière de trajectoire et d'insertion professionnelle. L'analyse des données comprendra :

- Le calcul des taux d'insertion dans l'emploi et dans le métier pour chaque certification à 6 mois et le taux d'insertion dans le métier à 2 ans.
Ces taux n'étant pas toujours représentatifs à eux seuls, une analyse plus détaillée des données est indispensable.
- L'analyse qualitative pour l'ensemble des promotions de chaque certification pour estimer la cohérence du projet de certification (évolution du titulaire par rapport à son statut à l'entrée de la formation, statut de l'emploi occupé après l'obtention de la certification correspondant au métier visé, à une évolution professionnelle, pérennité de l'emploi selon le type de contrat, niveau de qualification visé. Une analyse plus large pourra apporter des clés complémentaires à l'interprétation des données recueillies (grille de classification, métier en tension, contexte territorial spécifique, etc.).

Le prestataire, en fonction des résultats, pourra proposer sa méthodologie et être force de proposition pour une analyse pertinente des données.

- **3^{ème} Livrables attendus** : une analyse rédigée des données pour chaque certification sous les formats suivants : fichier Excel reprenant les tableaux de France Compétences renseigné, analyse des résultats sous format PPT et Word

Article 4. Parties prenantes

Cette démarche mobilise :

- ✓ **La CPNEFP de la Branche professionnelle composée des organisations d'employeurs et des organisations de salariés représentatifs dans la CCN des Commerces de Gros (3044),**
- ✓ **AKTO en soutien technique de la branche,**
- ✓ **Certifiés interrogés.**

Article 5. Organisation, pilotage du projet et Conditions de réussite

Organisation et Pilotage du projet :

L'organisation et le pilotage du projet sont des points cruciaux et indispensables au bon déroulement de la prestation. Ainsi, il est attendu de la part du prestataire :

- D'identifier un interlocuteur pilote du projet
- D'identifier un interlocuteur pour la gestion administrative du projet
- D'organiser des points d'étapes réguliers avec les techniciens d'AKTO et/ou les Branches Professionnelles concernant l'état d'avancement du projet, la mobilisation des acteurs, la communication et la réalisation des livrables
- De restituer les données collectées aux techniciens d'AKTO selon le planning prévisionnel défini par AKTO (et sur demande)
- D'intervenir en CPNEFP selon le calendrier établi ou à la demande si besoin et de restituer les travaux à la branche professionnelle à partir d'une présentation adaptée et anonymisée
- De fournir, dans les délais impartis, des livrables de qualité « clés en main » pouvant être réutilisés (format électronique et actualisable) par AKTO & la Branche Professionnelle qui en ont la pleine propriété (totalité des fichiers sources)

Acteurs du projet :

AKTO, en tant que tiers de confiance et pilote du projet technique, **est le garant de la qualité et de la réalisation de la production des livrables** convenus avec le prestataire. Si la qualité des travaux n'était pas à la hauteur des attendus par rapport au cahier des charges, la branche commanditaire et AKTO se réservent le droit de demander un ajustement de travaux nécessaire à leur conformité. De même, la branche commanditaire et AKTO se réserve la possibilité de mener des travaux complémentaires avec le prestataire le cas échéant. Ce complément de travaux pourra faire l'objet d'un avenant à ladite convention.

AKTO définira lors d'une réunion de cadrage : le nombre et le calendrier des réunions de suivi, réunion de restitution finale etc.

Article 6. Critères d'appréciation des candidatures

Les propositions devront :

- comporter une présentation générale des candidats,
 - o raison sociale, adresse, téléphone, site internet,
 - o nom dirigeant et adresse électronique,
 - o nom du responsable du projet et adresse électronique,
 - o date de création du prestataire,
 - o secteurs d'activité et domaines de compétences,
 - o références sur projets similaires récents.
- démontrer leur bonne compréhension et leur intérêt pour une telle mission,
- exposer la méthodologie, le déroulé, les outils et les livrables envisagés à chaque étape (des exemples seront appréciés),
- **démontrer que les outils et la méthodologie utilisée pour la collecte et la restitution des données garantie la confidentialité et le respect du RGPD (modalités précisées dans l'article 7).**
- formaliser les informations suivantes :
 - o la composition de l'équipe mobilisée, le profil des intervenants mettront en valeur le lien avec l'objet de la prestation et le référent qui sera l'interlocuteur privilégié,
 - o une liste de références des projets similaires conduits (limité à 5 pages)
- une proposition tarifaire communiquée (DGCF fourni en annexe au présent marché)
- un planning et un rétroplanning de mise en œuvre des travaux cohérent et réalisable dans le temps imparti défini dans l'article 8 du CCP.

Article 7. Respect du RGPD

Le cabinet devra garantir à AKTO le respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, notamment lors du recueil et du traitement des données nécessaires à la constitution des promotions.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, détaillées en annexe 3 du présent document, auxquelles elle a accès pour les besoins de la mission.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de la mission, les modifications éventuelles demandées par le Pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, s'imposent aux parties prenantes et définis dans l'annexe RGPD.

Article 8. Budget & calendrier

Sont attendus de la part des candidats :

- ✓ une proposition tarifaire (montants en € HT & TTC) détaillée en fonction des étapes et du nombre de jours envisagés sera à envoyer. Les montants indiqués couvriront les frais de mission (déplacement, ...) -> compléter le document annexe 20221031_DPGF
- ✓ un planning et un rétroplanning de mise en œuvre des travaux

Calendrier souhaité :

- Lancement des travaux prévu en **décembre 2022**.
- Date butoir de la fin des travaux fixée au **28 février 2023**, pour alimenter l'étude d'opportunité et un dépôt de demande d'enregistrement auprès de France Compétences en juin 2023.

Article 9. Modalités de paiement et de facturation

Modalités de paiement :

20%	Remise du premier livrable : la méthodologie et les outils de recueil
40%	Remise du deuxième livrable : les données recueillies les compiler dans le tableau de promotion de France Compétences
40%	Remise du troisième livrable : une analyse fine et contextualisée de ces données (sous format Word et PPT)

Modalités de facturation : les factures seront libellées à l'adresse suivante :

AKTO
Pôle Observatoire et Certifications
Mme Alice Clot-Mondragon
47 rue de la Victoire
75009 Paris

L'envoi par mail se fera aux adresses suivantes :

Mme Emilie Canuet : emilie.canuet@akto.fr

Copie : Mme Alice Clot-Mondragon : alice.clot-mondragon@akto.fr

Article 10. Modalités de réponse

La réponse devra être adressée au plus tard le : 24/11/2022 - 12h

- Sous format électronique à : Julie MORILLON julie.morillon@akto.fr (copie Audrey WALLEAU : audrey.walleau@akto.fr et Alice CLOT MONTDRAGON : alice.clot-mondragon@akto.fr)

La décision d'AKTO interviendra pour donner suite à l'examen paritaire des propositions transmises. Une audition pourra être organisée si nécessaire.

Les candidats seront individuellement informés de la suite donnée à leur proposition après examen.

Le prestataire non retenu ne peut prétendre à aucune indemnité ni contester pour quelque motif que ce soit le bien-fondé de la décision de la CPNEFP.

La Branche Professionnelle & AKTO ne seront engagés qu'après la notification et le conventionnement avec le prestataire choisi.

Article 11. Pénalités

	Délai contractuel	Déclenchement de la pénalité	Calcul de la pénalité
Non-respect des délais concernant le questionnaire numérique	Le délai est celui fixé par le titulaire dans son offre.	la pénalité s'applique dès que ce délai est dépassé, au 1er jour ouvré de retard	50 euros / jours de retard.
Non-respect des délais concernant la proposition méthodologique	Le délai est celui fixé par le titulaire dans son offre.	la pénalité s'applique dès que ce délai est dépassé, au 1er jour ouvré de retard	50 euros / jours de retard.
Non-respect des délais concernant la présentation de l'outil digital	Le délai est celui fixé par le titulaire dans son offre.	la pénalité s'applique dès que ce délai est dépassé, au 1er jour ouvré de retard	50 euros / jours de retard.
Non-respect des délais concernant le tableau de promotion pour chaque certification identifiées	Le délai est celui fixé par le titulaire dans son offre.	la pénalité s'applique dès que ce délai est dépassé, au 1er jour ouvré de retard	50 euros / jours de retard.
Non-respect des délais concernant l'analyse des données pour chaque certification sur un support	Le délai est celui fixé par le titulaire dans son offre.	la pénalité s'applique dès que ce délai est dépassé, au 1er jour ouvré de retard	50 euros / jours de retard.

Annexes

ANNEXE 1 : Format du questionnaire

Modèle Questionnaire du suivi insertion

[Texte d'introduction]

Vous avez obtenu le CQP [champs de fusion] le XXXXXXXX

Vous êtes :

Nom _____ Nom d'usage _____ Prénom _____

Votre situation et évolution professionnelle :

Votre statut :

- ☐ Actif occupé
- ☐ En recherche d'emploi
- ☐ Autre : _____

Votre contrat :

- ☐ CDD
- ☐ CDI
- ☐ CDII – Contrat à durée indéterminée intérimaire
- ☐ CIE – Contrat initiative emploi
- ☐ CUI – Contrat unique d'insertion
- ☐ Contrat de professionnalisation
- ☐ Contrat d'apprentissage
- ☐ En recherche d'emploi
- ☐ Inactif

Intitulé de votre poste
actuel: _____

Le secteur d'activité: _____

Votre employeur actuel
est-il le même que lorsque
vous avez obtenu votre
CQP ? : _____

Avant l'entrée dans le parcours CQP:

- Quel était votre Statut :
 - ☐ Cadre
 - ☐ Non Cadre

- Vous étiez :
 - ☐ Actif occupé hors alternance (salarié)
 - ☐ En recherche d'emploi
 - ☐ En formation
 - ☐ Inactif
 - ☐ Autre, précisez : _____
- Quel métier exerciez-vous avant l'entrée dans le parcours CQP ?

- Durée d'exercice de ce métier (en année) _____
- Si vous étiez déjà salarié, quelle était votre ancienneté sur le poste occupé ?

- Qui était votre employeur ? _____

Vous avez obtenu votre CQP via :

- ☐ EN APPRENTISSAGE
- ☐ EN CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION
- ☐ FORMATION FINANCEE PAR VOTRE EMPLOYEUR
- ☐ VAE (Validation des acquis de l'expérience)
- ☐ EQUIVALENCE (DIPLOME ETRANGER)
- ☐ FONDS PROPRES
- ☐ POLE EMPLOI
- ☐ FOND REGIONAL
- ☐ COMPTE PERSONNEL DE FORMATION
- ☐ AUTRES:

6 mois après l'obtention de votre CQP :

- Vous étiez :
 - ☐ Actif occupé hors alternance
 - ☐ En recherche d'emploi
 - ☐ En formation
 - ☐ Inactif
 - ☐ Autre, précisez : _____
- Sur quel poste ou quelle activité indépendante ? _____
- Qui était votre employeur ? _____
- Quel était votre contrat :
 - ☐ CDD
 - ☐ CDI
 - ☐ CDII – Contrat à durée indéterminée intérimaire
 - ☐ CIE – Contrat initiative emploi
 - ☐ CUI – Contrat unique d'insertion
 - ☐ Contrat de professionnalisation
 - ☐ Contrat d'apprentissage
 - ☐ En recherche d'emploi
 - ☐ Inactif

2 ans après l'obtention de votre CQP :

- Vous étiez :
 - ☐ Actif occupé hors alternance
 - ☐ En recherche d'emploi
 - ☐ En formation
 - ☐ Inactif
 - ☐ Autre, précisez : _____
- Sur quel poste ou quelle activité indépendante ? _____
- Qui était votre employeur ? _____
- Quel était votre contrat :
 - ☐ CDD
 - ☐ CDI
 - ☐ CDI – Contrat à durée indéterminée intérimaire
 - ☐ CIE – Contrat initiative emploi
 - ☐ CUI – Contrat unique d'insertion
 - ☐ Contrat de professionnalisation
 - ☐ Contrat d'apprentissage
 - ☐ En recherche d'emploi
 - ☐ Inactif
- Quel était votre Statut :
 - ☐ Cadre
 - ☐ Non-Cadre

Votre évolution salariale :

[Texte d'introduction]

- Indiquez votre salaire brut annuel (en euros) avant l'obtention du CQP

- Indiquez votre salaire brut annuel (en euros) 6 mois après l'obtention du CQP

- Indiquez votre salaire brut annuel (en euros) actuel _____

Votre niveau de qualification

Avant de vous engager dans le parcours CQP, quel était votre dernier diplôme obtenu parmi ces choix ?

- ☐ 3 (CAP, BEP)
- ☐ 4 (BAC)
- ☐ 5 (DEUG, BTS, DUT, DEUST)
- ☐ 6 (Licence, licence professionnelle, BUT)
- ☐ 6 (Maîtrise, master 1)
- ☐ 7 (Master, diplôme d'études approfondies, diplôme d'études supérieures spécialisées, diplôme d'ingénieur)
- ☐ 8 (Doctorat, habilitation à diriger des recherches)
- ☐ Autre : _____

Précisez l'intitulé de votre diplôme le plus élevé:

D'autres informations à nous partager sur votre évolution professionnelle depuis l'obtention de votre CQP?

Diriez-vous que grâce au CQP réalisé (plusieurs réponses possibles) :

1. *Vous avez augmenté vos compétences dans l'exercice de vos missions*
2. *Vous travaillez plus efficacement*
3. *Vous prenez davantage d'initiatives, vous êtes plus autonome*
4. *Vous avez progressé dans la grille de classification*
5. *Vous n'avez vécu aucun changement significatif*
6. *Vous avez obtenu une augmentation*
7. *Vous avez obtenu un poste avec davantage de responsabilité*
8. *Vous avez été recruté suite à la formation*
9. *Vous avez pu trouver un autre emploi davantage conforme à vos souhaits.*

[Règlementation RGPD]

[références aux texte légaux France compétences]

[Lien vers le site de la branche professionnelle]

ANNEXE 2 : Tableau de suivi des promotions exigé par France Compétences

Informations générales					Origine des titulaires à leur entrée dans le cursus certifiant ou à vocation certifiante									
Date de la décision d'attribution de la certification	Année d'obtention de la certification	Le cas échéant option choisie	Nom et Prénom du titulaire	Dénomination de l'organisme ayant assuré la formation (sauf candidat libre et reconnaissance des acquis)	Qualification d'origine (dernière certification obtenue) : Niveau de qualification	Qualification d'origine (dernière certification obtenue) : intitulé de la certification	Dernier métier exercé	Durée d'expérience en année	Nom de l'entreprise si actif occupé	Rémunération brute annuelle (en euros) si disponible	Situation avant le cursus certifiant ou à vocation certifiante (actif occupé hors alternance, en recherche d'emploi, en formation, inactif)	Voie d'accès (formation initiale hors alternance, formation continue hors alternance, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation, reconnaissance des acquis, candidat libre)		
Emploi dans les 6 mois après l'octroi de la certification professionnelle ou du projet de certification professionnelle							Emploi à moyen et long terme (facultatif)							
Situation après la certification (actif occupé hors alternance, en recherche d'emploi, en formation y compris alternance, inactif)	Intitulé de poste occupé ou de l'activité indépendante (1)	Type de contrat ou de statut (1)	Nom de l'entreprise (1)	Statut cadre (oui/non) (1)	Rémunération brute annuelle (en €) (1)	Date de l'enquête à 6 mois	Situation après la certification (actif occupé hors alternance, en recherche d'emploi, en formation y compris alternance, inactif)	Intitulé de poste occupé ou de l'activité indépendante (1)	Type de contrat ou de statut (1)	Nom de l'entreprise (1)	Statut cadre (oui/non) (1)	Rémunération brute annuelle (en €) (1)	Nombre d'année après l'obtention de la certification (préciser le nombre d'année civile)	Date de l'enquête

ANNEXE 3 : Règles relatives à la protection des données à caractère personnel

Sous-traitance RGPD

1. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant, titulaire du marché, s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cas d'un traitement de données à caractère personnel d'AKTO par le titulaire du présent marché, les Parties reconnaissent qu'AKTO est le Responsable de traitement et le titulaire du marché est le sous-traitant.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** » ou « **RGPD** »).

2. Définitions

Tous les mots commençant par une majuscule dans cette Annexe sont réputés avoir le même sens que celui retenu par le RGPD et le marché.

Donnée à caractère personnel : Toute information identifiant directement ou indirectement une personne physique (ex. nom, no d'immatriculation, no de téléphone, photographie, date de naissance, commune de résidence, empreinte digitale...).

Traitement de données à caractère personnel : Toute opération, ou ensemble d'opérations, portant sur de telles données, quel que soit le procédé utilisé (collecte, enregistrement, organisation, conservation, adaptation, modification, extraction, consultation, utilisation, communication par transmission diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, rapprochement ou interconnexion, verrouillage, effacement ou destruction, ...).

Responsable de traitement : Le responsable d'un traitement de données à caractère personnel est, sauf désignation expresse par les dispositions législatives ou réglementaires relatives à ce traitement, la personne, l'autorité publique, le service ou l'organisme qui détermine ses finalités et ses moyens. En pratique et en général, il s'agit de la personne morale incarnée par son représentant légal.

Sous-traitant au sens du RGPD : désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou l'organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement.

3. Description du traitement

Les données personnelles recueillies doivent permettre à AKTO, pour le compte de l'organisme certificateur xxx, d'analyser l'impact de la certification sur le parcours professionnel du titulaire : insertion en emploi, insertion dans l'emploi cible visé, évolution du parcours professionnel, évolution de la rémunération le cas échéant. Ces informations sont communiquées à France Compétences dans le cadre de l'enregistrement de la certification au RNCP.

Le recueil et le traitement des données à caractère personnel, nécessaires à la constitution des promotions, se fait dans le cadre légal suivant :

L'article R. 6113-15 du code du travail impose que les ministères et les organismes certificateurs, dans le cadre de l'enregistrement sur demande, communiquent au directeur général de France compétences, au minimum tous les deux ans, les données statistiques portant sur l'insertion professionnelle des titulaires des certifications professionnelles enregistrées au RNCP.

La base légale qui justifie la collecte des données trouve son fondement dans l'article R. 6113-9 du code du travail, notamment à travers les critères fixés aux 1° et 2° qui donnent la responsabilité à France compétences d'examiner les demandes d'enregistrement dans le RNCP au titre de l'article L. 6113-5, en s'appuyant sur l'analyse d'au moins deux promotions de titulaires du projet de la certification professionnelle.

Cette base légale est précisée par l'article 3 de l'arrêté du 4 janvier 2019 fixant les informations permettant l'enregistrement d'une certification professionnelle, ou d'une certification ou habilitation dans les répertoires nationaux, au titre des procédures prévues aux articles L. 6113-5 et L. 6113-6 du code du travail.

3. Types de données traitées

3.1 Catégories de données à caractère personnel

DCP	Données collectées
Etat civil	Nom, Nom d'usage, prénoms
Raison sociale employeur	Dénomination, secteur d'activité
Vie professionnelle	Métier, poste occupé, niveau de qualification, nb d'année d'expérience, modalités d'accès à la certification...
Coordonnées personnelles	adresse, n° tel, email
Coordonnées professionnelles	adresse, n° tel, email
Informations contractuelles	Fonction, type de contrat, statut
Informations éco & financières	Revenu brut annuel

4. Obligations du sous-traitant

4.1 Respect des instructions du Responsable de traitement

Il incombe au sous-traitant de traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet de la sous-traitance.

En outre, le sous-traitant s'engage à traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement.

Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement.

En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est

soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2 Garantie de confidentialité

Le sous-traitant s'engage à garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.

Il assure également que toutes les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent bien à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

Par ailleurs, le sous-traitant s'interdit :

- La consultation, le traitement de données autres que celles concernées par les présentes et ce, même si l'accès à ces données est techniquement possible ;
- De divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des données exploitées ;
- De prendre copie ou de stocker, quelles qu'en soient la forme et la finalité, tout ou partie des informations ou données contenues sur les supports ou documents qui lui ont été confiés ou recueillies par elle au cours de l'exécution des présentes, en dehors des cas couverts par les présentes.

4.3 Obligations de formation du personnel

Le sous-traitant s'engage à ce que toutes les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel aient bien reçu l'information et la formation nécessaires en matière de protection des données à caractère personnel.

A ce titre, il s'engage à faire appliquer dès la conception de ses outils, applications ou services, les principes de protection des données personnelles au sein de son établissement.

4.4 Mise en place d'une sous-traitance

Le sous-traitant ne peut sous-traiter, au sens de la réglementation Informatique et libertés, tout ou partie des prestations, vers un pays tiers hors Union Européenne ou hors Espace Economique Européen n'offrant pas un niveau de protection des données personnelles adéquat selon les critères de la CNIL. Tout transfert de données personnelles vers tout autre pays n'est pas autorisé (ex : pays en adéquation partielle, pays avec autorité indépendante ou législation spécifique...)

Dans les autres cas, le Sous-traitant ne peut sous-traiter tout ou partie des prestations qu'après avoir obtenu l'accord préalable, écrit et exprès, du Responsable de Traitement.

Dans l'hypothèse où le Sous-traitant aurait été autorisé à sous-traiter les prestations, il s'engage à :

- Informer et signer avec son sous-traitant ultérieur un contrat écrit faisant référence au présent avenant, et imposant au sous-traitant les mêmes obligations en matière de protection des données que celles fixées dans la présente ;

- Mettre à la charge de son sous-traitant toutes obligations nécessaires pour que soient respectées la confidentialité, la sécurité et l'intégrité des données, et pour que lesdites données ne puissent être ni cédées ou louées à un tiers à titre gratuit ou non, ni utilisées à d'autres fins que celles définies dans la présente ;
- Communiquer au Responsable du Traitement une copie du contrat avec son ou ses sous-traitants et à défaut une description des éléments essentiels du contrat, incluant la mise en œuvre des obligations relatives à la protection des données à caractère personnel ;
- En cas d'autorisation écrite générale, informer le Responsable de Traitement de toute modification prévue concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants, afin de permettre au Responsable de Traitement, le cas échéant, d'émettre des objections à l'encontre de ces changements.
- Tenir à la disposition du Responsable de Traitement une liste du ou des sous-traitants impliqués dans le traitement de données à caractère personnel.

Les données traitées en exécution du contrat ne pourront faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers, et ce y compris aux sous-traitants du Sous-traitant, en dehors des cas prévus dans le présent avenant ou de ceux prévus par une disposition légale ou réglementaire.

Lorsque ses sous-traitants ne remplissent pas leurs obligations en matière de protection des données, le Sous-traitant demeure pleinement responsable devant le Responsable de Traitement de l'exécution par les sous-traitants de leurs obligations.

4.5 Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au sous-traitant, au moment de la collecte des données, de communiquer pour le compte d'AKTO, aux personnes interrogées l'information nécessaire sur la finalité du traitement ainsi que sur l'exercice de leurs droits individuels.

4.6 Modalité d'exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit assister le Responsable de Traitement à remplir son obligation légale de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées. Ce droit est décomposé comme suit :

- Droit d'accès aux données ;
- Droit de rectification des données ;
- Droit de suppression des données ;
- Droit d'opposition au traitement des données ;
- Droit à la limitation du traitement ;
- Droit à la portabilité des données ;
- Droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage)
- Droit de se voir notifier toute rectification, effacement de données ou limitation du traitement ainsi que le droit d'être informé sur les destinataires des données les concernant.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à dpo@akto.fr.

Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au Responsable de Traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Responsable de Traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord du Responsable de Traitement, le sous-traitant notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du Responsable de Traitement, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel avec une copie des éléments liés à l'incident) y compris, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le Responsable du Traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du Responsable de Traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du Responsable de Traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le Responsable du Traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

4.7 Obligations d'assistance du sous-traitant

Le sous-traitant assiste le Responsable de Traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données concernant notamment les traitements de données « sensibles » ou présentant un risque particulier pour les droits des personnes concernées.

Le sous-traitant est également tenu de soutenir le Responsable de Traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.8 Mesures de sécurité

Le Sous-traitant s'engage à prendre toutes précautions utiles au regard de la nature des données et des risques présentés par le traitement, pour préserver la sécurité des données des fichiers et notamment empêcher toute déformation, altération, endommagement, destruction de manière fortuite ou illicite, perte, divulgation et/ou tout accès par des tiers non autorisés préalablement.

Il met notamment en œuvre toutes mesures techniques et organisationnelle appropriées pour protéger les données à caractère personnel, en prenant en compte l'état des connaissances, les coûts de mise en œuvre et la nature, portée, contexte et les finalités du traitement ainsi que les risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

Ces mesures s'entendent en termes de :

- Sécurité liée au personnel,
- Authentification des utilisateurs,
- Gestion des habilitations,
- Traçabilité des accès et des audits,
- Sécurité logique,
- Pollution informatique,
- Gestion de l'exploitation.

Le Sous-traitant s'engage à maintenir ces moyens tout au long de l'exécution du contrat et à défaut, à en informer immédiatement le Responsable de Traitement.

4.9 Renvoi des données à la fin du marché

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, ou à tout moment sur demande du Responsable du Traitement, le sous-traitant s'engage à renvoyer les données à caractère personnel au Responsable de Traitement, ou le cas échéant au sous-traitant désigné par le Responsable de Traitement.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

4.10 Information du Délégué à la protection des données (DPO)

Le sous-traitant communique au Responsable de Traitement (AKTO) le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Délégué à la Protection des Données :

NOM
Adresse
Courriel

4.11 Création d'un Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Responsable de Traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du Responsable du Traitement ;

- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres celles prévues à l'article 4.8 Mesures de sécurité.